



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture de modèles de recherche et prestations
de contrôles sanitaires d'animaleries**

N° du CCAP : 25FSA018

Université Grenoble Alpes
1180 rue des universités
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture de modèles de recherche et prestations de contrôles sanitaires d'animaleries
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Reconduction	6
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.1.1 - Détermination des prix du lot 1	6
5.1.2 - Détermination des prix du lot 2	7
5.2 - Modalités de variation des prix	7
5.3 - Actualisation des prestations listées aux catalogues de prix	8
6 - Garanties Financières	8
7 - Avance	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	9
8 - Modalités de règlement des comptes	9
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
8.2 - Présentation des demandes de paiement	9
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	10
9 - Obligations des parties	11
9.1 - Obligations des titulaires	10
9.2 - Correspondants permanents des parties	10
9.3 - Statistiques	10
9.4 - Clause de non-exclusivité	11
9.5 - Langues autorisées	11
10 - Conditions d'exécution des prestations	11
11 - Conditions de livraison	12
11.1 - Lieux de livraison	12
11.2 - Modalités de livraison	12
11.3 - Délais de livraison	12
11.4 - Dommages survenus lors de la livraison	13
12 - Constatation de l'exécution des prestations	13
12.1 - Vérifications	13
12.2 - Décision après vérification	13
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
14 - Pénalités	14
14.1 - Pénalités de retard	14
14.1.1 - Pénalités communes à tous les lots	14
14.1.2 - Pénalités relatives au lot 1	14
14.1.3 - Pénalités relatives au lot 2	15
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	15
15 - Assurances	15
16 - Résiliation du contrat	15
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	15
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
17 - Règlement des litiges et langues	16
18- Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Fourniture de modèles de recherche et prestations de contrôles sanitaires d'animaleries

Le présent marché a pour objet la couverture des besoins courants des animaleries, plus précisément l'acquisition et la fourniture de modèles de recherches pour les besoins des zones d'expérimentation, ainsi que les prestations de contrôles sanitaires des animaleries.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Désignations
1	Acquisition de modèles de recherche
2	Contrôles sanitaires des animaleries

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum de 100 000 € HT par an et par lot est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Le déclenchement des demandes de prestations s'effectue par émission de bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur et notifiés au titulaire.

Lors de la survenance d'un besoin relevant des catalogues des prix d'un des lots, le bon de commande est attribué à l'un des titulaires du lot concerné selon les modalités suivantes :

Les fournitures ou prestations dont l'UGA a spécifiquement besoin sont recherchés et identifiés dans les catalogues de prix de tous les titulaires du lot. L'établissement calcule et compare le montant de la commande correspondante entre tous les titulaires qui fournissent la fourniture ou la prestation en tenant compte des quantités nécessaires, des frais d'emballages (le cas échéant), et des frais de transport.

Par principe, lorsque le besoin peut être satisfait par plusieurs des titulaires, le bon de commande est attribué au titulaire du lot pour lequel le montant calculé de la commande est le moins cher.

Par exception, le bon de commande peut être attribué à un titulaire qui n'est pas le moins cher dans l'hypothèse où pour des raisons objectives les fournitures ou prestations du titulaire le moins cher ne sont pas en parfaite adéquation avec le besoin. Tel peut être notamment le cas lorsque le protocole de recherche en cours exige de ne pas changer de fournitures ou de prestations pendant toute la durée du protocole et que la fourniture ou prestation à commander est devenue non substituable.

Les raisons ayant conduit à ne pas commander auprès du titulaire le moins cher sont tracées par la personne qui a sélectionné l'attributaire du bon de commande.

En outre, si lors de la prise de contact préalable relative à l'envoi du bon de commande avec le titulaire en vue de planifier la livraison, le titulaire le moins cher informe l'établissement de son incapacité temporaire à répondre au besoin dans les délais contractuels, l'établissement qui ne peut attendre pour des raisons objectives peut alors attribuer le bon de commande au titulaire placé en position suivante dans le

classement au regard du montant calculé de la commande. Une telle situation est également tracée par la personne ayant sélectionné l'attributaire du bon de commande.

En application de l'article 3.1 du CCAG-FCS, les bons de commande peuvent être notifiés par mail.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 7 jours.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder trois mois après cette date.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour notifier à l'établissement émetteur de la commande ses observations sur un bon de commande, à compter de la date de réception de ce dernier.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les réponses aux questions posées par les candidats lors de la consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les catalogues de prix fournis par les titulaires
- Le cadre de réponse (éléments techniques) remis par le(s) titulaire(s) au titre de son offre, portant sur :
 - La valeur technique
 - Les conditions de livraison et de transport

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

L'établissement s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que les titulaires mettent en œuvre pour la réalisation des prestations qui leurs sont confiées.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat, pour une période initiale de 1 an.

Chaque accord-cadre peut être reconduit par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le **27 juin 2028**.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Les titulaires sont tenus au respect de leurs obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent toutes les charges nécessaires à l'exécution complète de prestations, notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais liés au conditionnement, à la manutention, à l'assurance, au stockage.

5.1.1 Détermination des prix du lot 1

Le prix d'une commande se compose :

- Du prix du ou des modèles de recherche appliqués aux quantités commandées ;
- Du prix de la livraison ;
- Du prix de ou des emballages appliqués aux quantités nécessaires au transport.

Prix des modèles de recherches :

Les prix des modèles de recherche sont établis en euros et exprimés hors taxes (H.T.).

Ils ne comprennent ni les frais de livraison ni d'emballage.

Prix des livraisons :

Le prix des livraisons n'est pas inclus dans le prix des modèles et fait l'objet d'une décomposition propre.

Pour une commande, le prix de la livraison peut varier selon le nombre de boîtes commandées :

- Un prix pour une livraison pour une boîte ;
- Un prix pour une livraison pour deux boîtes ;
- Un prix pour une livraison pour trois boîtes et plus.

Lors de la préparation de la commande le nombre de boîtes nécessaires sera défini de la manière suivante :

- Dans le catalogue est indiqué l'emballage adéquat pour une lignée ;
- Pour chaque ligne de cette lignée est indiqué la densité de modèles par emballage ;
- Dans la partie du catalogue relative aux emballages est indiquée la densité par type d'emballage.

Le calcul du nombre d'emballages est automatique en fonction de ces informations.

Prix des emballages :

Le titulaire détermine dans son catalogue des prix, le prix pour chaque type d'emballage.

Le prix doit être déterminé et indiqué pour chacun des quatre types d'emballage :

1. Emballage « A » : petit modèle SPF
2. Emballage « B » : grand modèle SPF
3. Emballage « C » : petit modèle SOPF
4. Emballage « D » : grand modèle SOPF

5.1.2 Détermination des prix du lot 2 « Contrôles sanitaires des animaleries »

Le prix d'une commande se compose :

- Du prix pour un contrôle sanitaire déterminé appliqué aux quantités commandées ;
- Du prix du kit ou des emballages (le cas échéant) appliqué aux quantités commandées ;
- Du prix du transport des échantillons (expédition des animaux ou échantillons biologiques).

Prix du contrôle sanitaire :

Les prix sont ceux fixés dans les catalogues de prix.
Ils ne comprennent ni les frais de livraison ni les prix des kits.

Prix du transport des animaux ou échantillons :

Le prix du transport des animaux ou échantillons depuis le site concerné jusqu'au laboratoire du titulaire n'est pas inclus dans le prix des contrôles sanitaires et fait l'objet d'une décomposition propre.

Prix du kit et des emballages :

Les prix des kits et des emballages ne sont pas inclus dans le prix du contrôle sanitaire.

Les prix sont ceux fixés dans les catalogues de prix.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2025, ce mois est appelé " mois zéro ".

Pour les lots 1 et 2 :

Les prix sont ajustables annuellement.

Modalités de transmission des prix ajustés :

Le titulaire devra transmettre ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur (service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr), **au moins 30 jours calendaires avant la date de chaque période de reconduction**. A défaut, aucun ajustement de prix ne pourra être appliqué sur la nouvelle période. Les nouveaux tarifs sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

Clause limitative dite "de sauvegarde" :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application des nouveaux tarifs lorsque l'augmentation de ceux-ci est supérieure à 3,0 % par an.

5.3 - Actualisation des prestations listées aux catalogues de prix

Dans le cadre de l'exécution du marché, des modifications peuvent être apportées au catalogue du fournisseur d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, un écrit (quel que soit sa forme, mail, etc.) sera tout de même exigé dans les cas suivants :

- Suppression de fournitures ou prestations devenues obsolètes ;
- Remplacement de fournitures ou prestations obsolètes par de nouvelles prestations équivalentes sans modification de prix ;
- Ajout de nouvelles fournitures ou prestations entrant dans l'objet de l'accord-cadre répondant à des besoins nouveaux devenus récurrents.

Ces modifications ne doivent pas entraîner une augmentation du nombre de lignes du catalogue de plus de 10% par rapport au nombre de lignes du catalogue de prix initial

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Obligations des parties

9.1 - Obligations des titulaires

Les titulaires s'engagent à respecter les conditions et délais de livraison tels que fixés à l'article 11 du présent CCAP et dans le CCTP.

Les titulaires sont tenus à une obligation de résultats et devront être conformes aux conditions de délais prévus dans les documents contractuels.

Il leur appartient de conseiller l'établissement pendant toute la durée d'exécution du marché, de les informer des dernières évolutions relatives aux prestations objets du présent contrat, de les avertir de toute difficulté qu'ils pourraient percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui leur sont confiées.

Les titulaires s'engagent à maintenir une réactivité importante au sein de leurs équipes commerciales et techniques tout au long de la durée du marché. Ils s'engagent à assurer une disponibilité auprès de l'établissement selon des modalités définies dans les documents du marché.

Les titulaires s'engagent à ne pas démarcher commercialement les animaleries de l'établissement afin de leur proposer des tarifs différents de ceux arrêtés dans le catalogue des prix de l'accord-cadre.

9.2 - Correspondants permanents des parties

Chacun des titulaires désigne un interlocuteur unique chargé du suivi de l'exécution du marché.

Chacun des titulaires s'engage à apporter une réponse à toute question soulevée par le pouvoir adjudicateur dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de la demande. A défaut il encourt une pénalité telle que prévue à l'article 14.1.1 du présent CCAP.

9.3 - Statistiques

Les titulaires fournissent au pouvoir adjudicateur les statistiques des commandes, avec impérativement les données suivantes :

- Les lignes du catalogue commandées ;
- Les quantités commandées ;
- Les tarifs ;
- Le numéro du bon de commande ;

Ces statistiques doivent être déclinées par site ou laboratoire, et par mois.

Lors de la première année d'exécution du marché, un point d'étape statistique sera à fournir au pouvoir adjudicateur après les six premiers mois d'exécution.

9.4 - Clause de non-exclusivité

L'accord-cadre ne garantit pas aux titulaires l'exclusivité des commandes sur les fournitures ou prestations du lot pour lequel ils sont titulaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas recourir aux titulaires, et donc recourir à un tiers dans les cas suivants :

- L'établissement souhaite recourir à un service interne pour réaliser la prestation ;
- Le besoin est spécifique et non substituable et ne peut être satisfait par l'accord-cadre ;
- Une rupture temporaire d'approvisionnement de l'un ou plusieurs des titulaires ayant pour conséquence de ne pas permettre de satisfaire le besoin dans les délais contractuels fait peser un risque sur la santé des animaux ou l'activité de l'animalerie ou l'activité scientifique de l'établissement.

9.5 - Langues autorisées

Les correspondances relatives à l'exécution du présent marché sont rédigées en langue française. La documentation technique peut être rédigée en langue anglaise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger une traduction en langue française d'un document présenté en anglais.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS et des Articles L214-12 et R214-95 du Code rural et de la pêche maritime. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire s'engage à limiter au maximum le nombre d'emballages (cartons, plastiques, papiers...) et autres moyens logistiques nécessaires (palettes, caissons...) à la bonne livraison du matériel tout en s'assurant de la préservation de l'intégrité de l'équipement commandé.

Il privilégiera l'utilisation d'emballages et moyens logistiques recyclés ou recyclables et réutilisables.

Le titulaire mettra également tout en œuvre au moment de la livraison du matériel pour récupérer l'ensemble des emballages et moyens logistiques utilisés.

Mesures d'hygiène et de sécurité à respecter en cas d'intervention sur site :

Toute personne (titulaire, cotraitant, sous-traitant, livreur...) intervenant en cours d'exécution du contrat notamment lors de la livraison du matériel, de l'installation, de la formation du personnel ou encore du fait de l'exécution des clauses de garantie ou de maintenance doit respecter les préconisations sanitaires gouvernementales applicables au moment de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, toutes les mesures sanitaires complémentaires qui seraient imposées par l'Université Grenoble Alpes devront impérativement être respectées par les personnes citées ci-dessus, notamment le port du masque et de gants lorsque ceux-ci sont rendus obligatoires par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est invité à contacter le représentant du pouvoir adjudicateur avant de se rendre dans les locaux au titre de l'exécution du marché afin de connaître les éventuelles mesures sanitaires complémentaires exigées par l'Université.

En cas de non-respect des préconisations et mesures sanitaires mentionnées ci-dessus, l'Université Grenoble-Alpes se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux ou d'exiger que ceux-ci quittent les locaux sans délai. Tout frais supplémentaire qui en découlera (ex : durée de stockage supplémentaire, déplacement, hébergement...) sera exclusivement supporté par le titulaire.

11 - Modalités de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

11.1 - Lieux de livraison

Les livraisons sont effectuées par les titulaires au lieu indiqué sur le bon de commande.

Les livraisons sont assurées sur site directement auprès du contact mentionné sur le bon de commande ou de son représentant.

Les livraisons auront lieu sur le bassin grenoblois.

11.2 - Modalités de livraison

Modalités de livraison du lot 1 :

Les fournitures livrées sont accompagnées d'un bon de livraison papier qui indique :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse ;
- L'identité de l'établissement ;
- L'adresse du destinataire ;
- Le numéro de marché ;
- La date de livraison ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation précise produits livrés et ses caractéristiques essentielles ;
- Les quantités livrées.

Horaires de livraison :

La livraison par le titulaire devra intervenir du **lundi au jeudi entre 7h et 12h et 13h30 et 15h.**

Avant la livraison, le titulaire doit s'assurer de la disponibilité des personnes pour réceptionner la commande, à défaut il devra reprogrammer la livraison à une autre date.

Les conditions d'accès seront précisées par l'établissement le cas échéant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser toute livraison qui interviendrait en dehors de ces horaires ou à la mauvaise adresse de livraison.

Les animaux doivent être livrés directement aux personnels compétant des animaleries, afin qu'ils jugent de l'état de santé des animaux et les refuses si non conforme.

Modalités d'enlèvement des animaux et échantillons relatifs au lot 2 :

Les modalités d'enlèvement sont précisées à l'article 5.2 du CCTP.

11.3 - Délais de livraison

Délais de livraison du lot 1 :

Le délai contractuel de livraison est celui indiqué dans l'offre du titulaire. Il ne peut excéder 9 jours calendaires.

L'approvisionneur pourra si besoin convenir au moment de la commande avec le titulaire d'une date de livraison dans le respect du délai contractuel.

Précisions :

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la réception par le titulaire du bon de commande. En cas de dépassement des délais contractuels de livraison, le titulaire encourt l'application des pénalités de retard définies à l'article 14.1.1 du présent CCAP.

Le titulaire fournit les coordonnées du service gérant les commandes et les réclamations au pouvoir adjudicateur. Ces coordonnées sont décrites dans le cadre de réponse technique. Cette liste sera actualisée et communiquée par le titulaire à l'UGA dès qu'un changement au sein de l'organisation du prestataire se produira.

Délais d'exécution des prestations du lot 2 :

Le délai d'exécution des prestations relatives au lot 2 est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières.

11.4 - Dommages survenus lors de la livraison

Dommages survenus sur les modèles de recherche :

Le titulaire s'engage à remplacer gratuitement tout animal livré mort, blessé, ou dont l'emballage est défectueux, dès lors qu'ont été émises des réserves au moment de la livraison ou que la notification au titulaire du dommage est effectuée dans un délai de 24 heures suivant l'heure de la livraison.

La notification du dommage au titulaire se fait par courriel, photo à l'appui.

Remplacement des sacs éventrés ou dont l'emballage sous-vide est détérioré :

Le titulaire s'engage à remplacer gratuitement et à l'identique tout sac éventré lors de la livraison ou tout sac dont l'emballage sous-vide est détérioré, dès lors qu'ont été émises des réserves au moment de la livraison, ou que la notification au titulaire du dommage est effectuée dans un délai de deux heures suivant l'heure de la livraison.

La notification du dommage au titulaire se fait par courriel, photo à l'appui.

Frais relatifs aux dommages causés lors de la livraison :

Le titulaire s'engage à prendre en charge tous les frais relatifs à un dommage causé au mobilier ou à l'immobilier du lieu de livraison intervenu lors de la livraison, le cas échéant par son assurance, dès lors qu'ont été émises des réserves au moment de la livraison, ou que la notification au titulaire du dommage est effectuée dans un délai de deux heures suivant l'heure de la livraison.

La notification du dommage au titulaire se fait par courriel, photo à l'appui.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS (à l'exception du délai).

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

14.1.1 - Pénalités communes à tous les lots

Pénalité pour retard de livraison :

Lorsque les délais contractuels d'exécution ou de livraison définis à l'article 11.3 du présent CCAP sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité calculée au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{50} \quad \text{dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de la commande en retard

R = le nombre de jours calendaires de retard

Pénalité pour non-réponse à une question soulevée par le pouvoir adjudicateur :

En cas de non-réponse à une question soulevée par l'Université dans les délais prévus à l'article 9.2 du présent CCAP, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € forfaitaires par question non répondue.

14.1.2 - Pénalités relatives au lot 1

Pénalité pour retard dans la délivrance du certificat sanitaire :

Lorsque le délai contractuel de délivrance est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité fixée à 50 €.

Pénalité pour non remplacement d'un modèle de recherche endommagé :

Lorsque le titulaire refuse de remplacer un animal ou un emballage endommagé, tel que prévu à l'article 11.4 du présent CCAP, il s'expose à une pénalité équivalente au montant de la commande en euros, auquel s'ajoute une pénalité de 250 € forfaitaires par modèle.

Pénalité pour retard d'information en cas de dérive de lignées ou de souches :

En cas de retard dans l'information de l'établissement en cas de dérive de lignées ou de souches, tel que prévu à l'article 4.2 du CCTP, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité de 100 € par jour de retard.

14.1.3 - Pénalités relatives au lot 2

Pénalité pour retard dans la délivrance des résultats des contrôles sanitaires :

Lorsque le délai contractuel de délivrance des résultats des contrôles sanitaires (article 5.4 du CCTP) est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt par semaine de retard (semaine entièrement écoulée), sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200 €.

Pénalité pour non-conservation des échantillons d'un résultat positif pendant les délais contractuels imposés :

Le titulaire qui ne conserve pas les échantillons d'un résultat positif, selon les délais prévus à l'article 5.6.1 du CCTP, s'expose à une pénalité de 500 € forfaitaires.

Pénalité pour retard dans la fourniture du kit de prélèvement :

Lorsque le délai contractuel de fourniture des kits de prélèvement (article 5.3 du CCTP) est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt par semaine de retard (semaine entièrement écoulée), sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200 €.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021